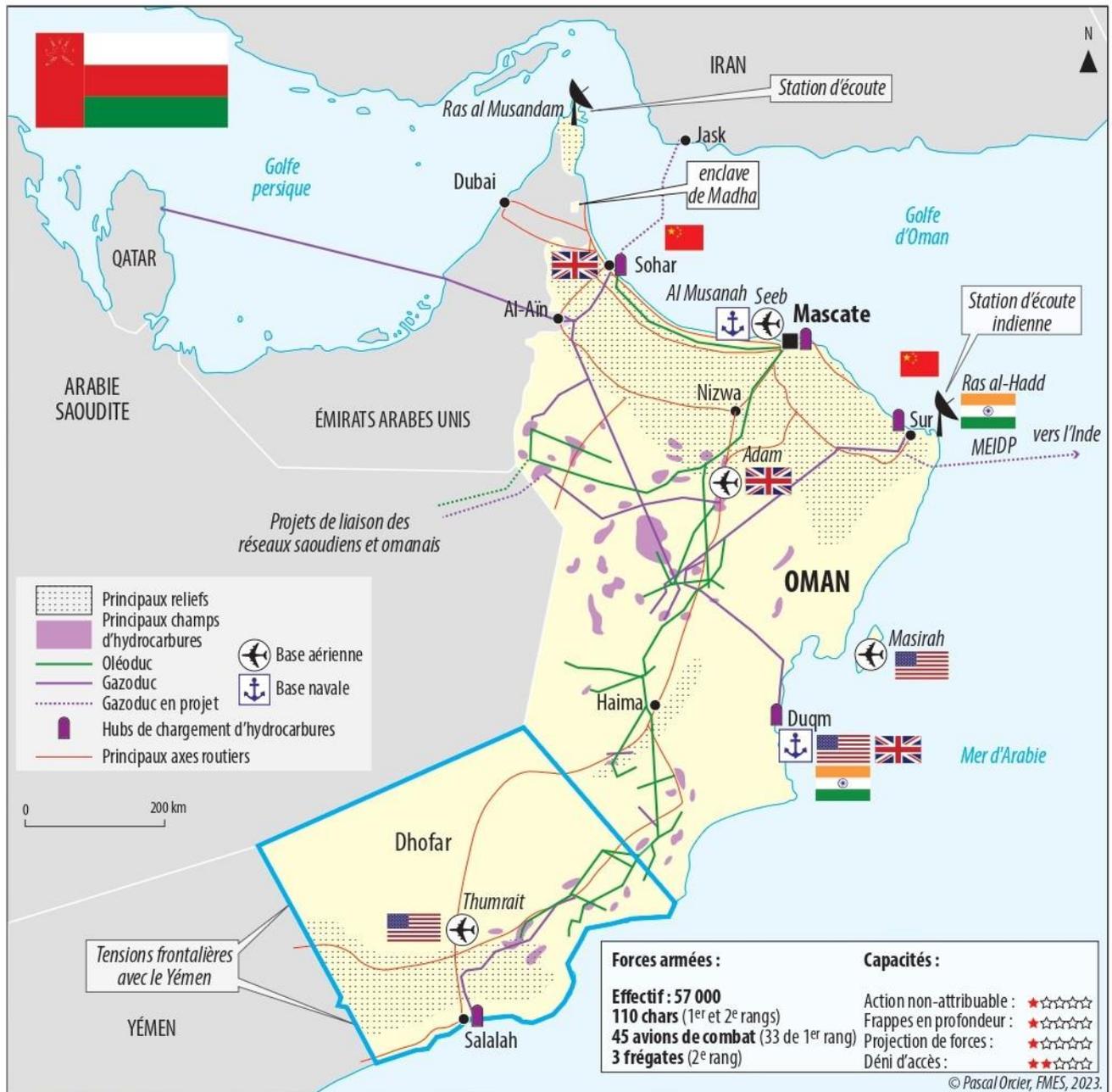


## Oman toujours au cœur des recompositions régionales

Marion Sorant, membre associée FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)



### Résumé :

Oman parvient pour l'heure à préserver sa sécurité dans la région, et continue d'être perçu comme un interlocuteur utile face aux différentes crises qui agitent son voisinage. La diplomatie régionale omanaise, flexible et pragmatique, doit s'adapter à la rivalité stratégique sino-américaine et aux recompositions géopolitiques régionales qui ont remis l'Iran et l'Arabie Saoudite en selle, sous l'égide de la Chine. Le sultan Haitham Ben Tarek, qui refuse pour l'instant toute ouverture politique intérieure, risque de devoir faire face à des problèmes socio-économiques grandissant, en particulier vis-à-vis de la jeunesse qui scrute les initiatives du puissant voisin saoudien.

Quatre ans après l'ascension au pouvoir du Sultan Haitham Ben Tarek<sup>1</sup>, Oman reste au cœur des recompositions géopolitiques qui impactent le Moyen-Orient. Situé à l'extrémité orientale de la péninsule Arabique, le sultanat d'Oman, ancien protectorat britannique, affiche sa neutralité et sa tolérance, bénéficiant d'influences culturelles variées (arabe, persane, africaine, indienne, occidentale). Gardien du détroit d'Ormuz, Oman reste un havre de stabilité dans une région passablement tourmentée<sup>2</sup>. L'ascension sur le trône (janvier 2020) du nouveau sultan a remis temporairement le discret sultanat sur le devant de la scène régionale, tant les interrogations sur l'avenir du pays après le décès du fondateur de l'Etat moderne omanais étaient nombreuses. Haitham Ben Tarek est à la fois un homme d'Etat expérimenté, mais aussi depuis longtemps un homme d'affaires actif.<sup>3</sup> Proche des familles marchandes de Mascate, il développe depuis 1992 sa propre holding, Cyclone Company, devenue Muscat Investment House (Mihoman) qui est aujourd'hui présente dans nombre de secteurs : logistique (4 Facilities Management Solutions LLC, 4FMS), téléphonie (Tawasol Telecom), construction (Aktor), services financiers (Muscat Financial Services) ou encore événementiel (Tiara, qui assure la promotion de la société publique Petroleum Development of Oman). L'une de ses sociétés possède aussi *Times of Oman*, le journal anglophone du pays, et plusieurs autres titres locaux. Le sultan fut également le principal actionnaire de la compagnie National Holding, agent exclusif en Oman de plusieurs multinationales étrangères. Comment ce sultan pro-business tente-t-il de réformer l'économie omanaise ? Dans un Moyen-Orient en pleine recomposition, comment Oman se positionne-t-il par rapport aux grands compétiteurs ?

## Des tensions socio-économiques persistantes

Les tensions sociales favorisent l'enracinement de mouvements oppositionnels issus de l'islam politique. Le récit officiel omanais, plaçant en son cœur l'ibadisme comme courant islamique modéré et pacifique, tend à occulter une présence croissante des militants se réclamant de l'islam politique, tant chez les ibadites, qui seraient aujourd'hui démographiquement minoritaires, que chez leurs concitoyens sunnites. En 2004, le centre du pouvoir religieux, dans la ville de Nizwa, bastion et capitale de l'ibadisme, avait publiquement appelé au retour de l'imamat ; c'est depuis parmi les franges les plus conservatrices de l'ibadisme qu'ont pu émerger les formes les plus organisées de contestations du pouvoir<sup>4</sup>. Le Sultanat, longtemps tolérant vis-à-vis des activités des Frères musulmans étrangers, notamment yéménites, aurait durci le ton à partir de 2020, notamment en fermant les médias proches de frères yéménites dans l'optique<sup>5</sup> de se rapprocher de l'Arabie Saoudite<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir l'article de notre chercheuse associée Chloé Jamet : <https://fmes-france.org/perspectives-strategiques-du-sultanat-doman-post-qabous/>

<sup>2</sup> CF atlas stratégique : <https://fmes-france.org/atlas-strategique-de-la-mediteranee-et-du-moyen-orient-edition-2022/>

<sup>3</sup> Le sultan fut également impliqué dans le mégaprojet « Blue City », ville nouvelle à vocation touristique, d'un coût estimé à 20 milliards de dollars, avant sa faillite en 2011<sup>3</sup>. Cela ne l'empêcha pas de prendre la tête en 2013 du Comité suprême en charge de développer la stratégie nationale « Vision Oman 2040 », qui vise à mettre la transition énergétique au cœur de la transformation économique du sultanat. Via Mamoon International, Haitham ben Tariq est très présent dans la sécurité. Mamoon s'est fait un nom dans le soutien aux contrats d'acquisition de la défense omanaise, dont Haitham est dorénavant le ministre en sa qualité de sultan. Il est également propriétaire d'Al Asala International, une société spécialisée dans la vente de matériel de sécurité aux forces navales omanaises <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2020/01/29/haitham-bin-tariq-un-sultan-du-business-au-pouvoir-a-mascate,108391371-eve>

<sup>4</sup> Valeri, Marc. *Le Sultanat d'Oman. Une révolution en trompe-l'œil*. Karthala, 2007 ; la contestation émanait de religieux bien intégrés dans les institutions étatiques, notamment le gendre d'Ahmed Al-Khalili, grand mufti, Kahlan Al-Kharussi.

<sup>5</sup> <https://theArabweekly.com/can-muslim-brotherhood-regain-influence-oman>

L'une des plus fortes tensions concerne le chômage, en particulier des jeunes, qui offre aux islamistes une fonction tribunitienne croissante. Peu couvert médiatiquement, le printemps omanais de 2011 fut pourtant l'occasion de manifestations d'ampleur, notamment dans la ville de province de Şuḥār devenue en quelques années la capitale industrielle du pays. Le Sultan actuel y a particulièrement investi : actionnaire de *Sun Farms*, principal propriétaire terrien du district de Batina, il est également directeur et propriétaire de National Trading Co., impliquée dans la construction de la centrale solaire et relais de multinationales implantées dans le pays (*Alstom* et *Thyssenkrupp*). Les cellules locales des Frères musulmans furent particulièrement actives dans l'organisation des manifestations dans cette ville, tandis que les salafistes se sont illustrés dans le district de Batina. Néanmoins, une série de mesures ont été prise pour réduire l'influence des frères musulmans, via de nombreuses arrestations et le retrait, pour certains, de leur nationalité omanaise<sup>6</sup>.

Si le pays a connu une prise de conscience précoce d'une nécessaire transformation de son économie en comparaison de ses voisins, les hydrocarbures représentent encore près d'un tiers du PIB et plus de deux tiers des exportations et des recettes budgétaires (2021, Banque Mondiale), en dépit de la mise en œuvre d'un plan de diversification visant à favoriser la croissance hors-pétrole – notamment en développant l'industrie manufacturière, le tourisme, la logistique, la pêche et le secteur minier – et à créer de l'emploi pour les nationaux<sup>7</sup>. Si cette politique « d'omanisation » a eu de bons résultats dans l'administration et l'emploi public, les efforts sont encore gigantesques concernant l'emploi des jeunes et le secteur privé. Ce dernier emploie 53 % des travailleurs, mais affiche un taux d'omanisation d'à peine 12 %, conséquence d'un déficit de compétitivité des Omanais, et de la valorisation attribuée aux emplois publics. L'ampleur du chômage des jeunes, estimé à 49 % parmi les 18-24 ans (Banque mondiale), illustre les résultats mitigés des plans quinquennaux depuis les années 1990<sup>8</sup>. Le programme de diversification de l'économie lancé en 2016, baptisé « Tanfeedh », a requis des investissements très significatifs pour un faible nombre d'emplois effectivement créés. Ainsi, le tourisme ne pourrait générer au mieux que 20 000 emplois directs et indirects par an, à comparer avec le chiffre de 45 000 Omanais primo-entrants sur le marché du travail<sup>9</sup>.

## **Le pari majeur de la transition énergétique**

La hausse des prix de l'énergie, couplée à des politiques d'austérité et de réduction de la dette, semble pour le moment offrir un peu de répit et donne des raisons d'espérer pour les ambitieux projets qui s'inscrivent dans le plan Oman 2040. Cette manne inespérée a permis d'entamer des réformes fiscales et budgétaires, afin de donner à l'Etat omanais les moyens de ses ambitions. La question de la dette et des déficits publics était devenue urgente, puisque le pays a vu son ratio dette publique/PIB passée de 4 % en 2014 à environ 70 % en 2020. En raison de la dégradation régulière de la note de crédit du pays, les taux d'intérêt ont presque triplé en valeur sur la même période, rendant la charge de la dette difficilement soutenable, alors que le déficit budgétaire atteignait 19% en 2020<sup>10</sup>. Le [Medium Term Fiscal Plan](#) pour la période 2020-2024 prévoit donc un « assainissement » budgétaire, que la hausse des

<sup>6</sup> En application du Décret Royal n° 38 de 2014.

<sup>7</sup> Valeri, Marc. « Oman : fin de l'état de grâce pour le nouveau sultan. De lourds obstacles économiques et sociaux », Thierry de Montbrial éd., *Ramses 2022. Au-delà du Covid*. Dunod, 2021, pp. 272-275.

<sup>8</sup> Valeri, Marc. « Oman : fin de l'état de grâce pour le nouveau sultan. De lourds obstacles économiques et sociaux », Thierry de Montbrial éd., *Ramses 2022. Au-delà du Covid*. Dunod, 2021, pp. 272-275.

<sup>9</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/60643909-bff3-4b54-80b5-f411b806d8ea/files/b0ec89ca-c7b8-4497-877d-42c2c2eb1a74>

<sup>10</sup> <https://www.aljazeera.com/news/2020/10/16/oman-downgraded-for-2nd-time-this-year>

revenus pétroliers accompagne pour le moment favorablement : Oman a bénéficié d'un excédent budgétaire d'environ 5 % du PIB en 2022 - le premier depuis 2013 - et devrait afficher un léger excédent en 2023. Le ratio de la dette /PIB est tombé à 40 % en 2022. En parallèle, l'Etat a émis massivement des bons du trésor qui lui ont rapporté 195 millions de dollars pour financer des projets sur 5 ans<sup>11</sup>. Le fond souverain omanais, The Oman Investment Authority, créé en 2021, gère pour sa part des actifs estimés à 41 milliards de dollars au service du plan Oman 2040<sup>12</sup>.

Ces réformes s'accompagnent d'une série de décisions visant à favoriser les investissements étrangers, notamment régionaux, et à doper l'emploi des nationaux, en soutenant les petites entreprises notamment, bien souvent source d'emploi par des liens familiaux ou d'interconnaissance entre citoyens. La Loi sur les investissements en capitaux étrangers, en vigueur depuis janvier 2020, facilite ainsi les procédures d'enregistrement et d'octroi de licences pour les investisseurs étrangers, tout en accordant des avantages qui s'inscrivent parfois à rebours des objectifs d'« omanisation » de la main d'œuvre. Le rapprochement avec l'Arabie Saoudite a permis quant à lui de lancer des projets communs, à l'instar du sommet Saudi-Omani Investment Forum de février 2023, qui a abouti à la signature d'un MoU pour la création d'une zone économique intégrée dans la région d'Al Dhahirah (à 20 km de la frontière)<sup>13</sup> pour des investissements annoncés de 320 millions de dollars. Alors que le volume des exportations saoudiennes vers Oman a bondi de 220% entre 2021 et 2022, le royaume Wahhabite semble bien décidé à poursuivre ses investissements chez son voisin omanais.

La Vision Oman 2040 fixe des objectifs très ambitieux en matière de transition énergétique : 20 % d'énergie renouvelable (en pourcentage de la consommation totale d'énergie) d'ici à 2030 et 35 % d'ici à 2040. Le défi, titanesque, est double : installer les infrastructures permettant de produire autant en une dizaine d'années, tout en répondant aux besoins croissants d'énergies pour le développement du reste de l'économie du pays. Marc Valéri souligne qu'en 2019, Oman consommait 25 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit 69% de la production totale du pays, contre 13,7 milliards de mètres cubes en 2009. Un quart de la production intérieure de gaz naturel d'Oman (8,32 milliards de mètres cubes) est utilisé aujourd'hui pour alimenter des usines de production d'électricité et de dessalement de l'eau<sup>14</sup>. Le sultanat mise également sur la production massive d'hydrogène vert avec un objectif d'un million de tonnes d'hydrogène renouvelable d'ici 2030, nécessitant au moins 132 milliards d'investissements. Les premières phases d'attribution des parcelles sont tout juste lancées. La Belgique s'est d'ores et déjà positionnée et d'ici 2026, le groupe belge Deme ambitionne d'aménager un vaste champ d'éoliennes et de panneaux solaires sur une zone de 150 km<sup>2</sup> qui serviront à la production d'hydrogène et d'ammoniac<sup>15</sup> (notamment pour l'Allemagne). C'est cependant vers l'Asie que le pays se tourne en priorité pour l'hydrogène et la production d'électricité verte : la construction et l'exploitation de la plus grande centrale solaire du pays sera par exemple partagée entre la Korea Western Power et une coentreprise réunissant Sembcorp Industries (Singapour) et Jinko Power (Chine). La réussite et la rapidité de ces projets seront donc indispensables pour la réussite de la politique de diversification économique du Sultanat.

---

<sup>11</sup> <https://www.muscatdaily.com/2023/04/12/oman-to-raise-ro75mn-via-development-bonds-issue/>

<sup>12</sup> En comparaison, le fond souverain saoudien détient 620 milliards de dollars d'actifs, celui d'Abu Dhabi 708 milliards.

<sup>13</sup> <https://www.arabnews.com/node/2285551/business-economy>

<sup>14</sup> Marc Valéri (2020) Economic Diversification and Energy Security in Oman: Natural Gas, the X Factor?, *Journal of Arabian Studies*, 10:1, 159-174, DOI: [10.1080/21534764.2020.1794284](https://doi.org/10.1080/21534764.2020.1794284)

<sup>15</sup> <https://www.7sur7.be/monarchies/le-roi-inaugure-un-port-a-oman-premier-jalon-d-un-hub-europeen-de-l-hydrogene-vert~a41f84e5/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>

## Continuité en matière de politique étrangère

### *La médiation, stratégie maîtresse d'Oman*

Dans sa politique étrangère, Haitham Ben Tarek est resté fidèle à son prédécesseur en conservant le rôle de médiateur d'Oman dans les conflits régionaux. Il fut d'ailleurs lui-même diplomate, et son fils et héritier, Dhi Yazan, né en 1990, fut deuxième secrétaire à l'ambassade omanaise à Londres de 2014 à 2021. Trois dossiers régionaux continuent de concentrer les efforts omanais : l'Iran, le Yémen et la Syrie.

Si la réconciliation irano-saoudienne s'est finalisée sous auspices chinoises, Oman avait dès 2021 participé au rapprochement entre les deux pays, en accueillant successivement avec l'Irak des délégations des deux pays. Le ministre iranien des Affaires étrangères s'était ainsi rendu à Oman en décembre 2022 et le ministre saoudien des Affaires étrangères en janvier 2023. Mascate joue actuellement les médiateurs entre Washington et Téhéran au sujet du nucléaire iranien<sup>16</sup> après avoir facilité les libérations croisées d'otages, tandis que les Emirats Arabes Unis accueillent pour leur part les diplomates européens. Les Omanais sont en effet persuadés que seul un accord entre Washington et Téhéran permettra à terme de stabiliser le Golfe.

Au Yémen, alors que la trêve a échoué à l'automne et que le conflit entre dans sa huitième année, Mascate, avec le ferme soutien de Washington, tente de conserver son rôle de médiation. Pour cela, les diplomates omanais s'appuient sur leur influence auprès des houthis, dont une partie de la direction est réfugiée à Mascate. En outre, depuis 2017, Oman accueille l'ancien « Mouvement du Sud » dirigée par Hassan Baoum et des personnalités de la région Al-Mahrah<sup>17</sup> qui s'opposent aux Saoudiens et aux Emiratis, ainsi que des dirigeants du parti Islah proche des Qatariens<sup>18</sup>. En mars 2022, c'était d'ailleurs le conseiller émirati à la sécurité nationale (CSN) Tahnoon bin Zayed al-Nahyan qui s'était rendu dans la ville portuaire omanaise de Sohar afin qu'Oman interfère pour calmer les attaques contre le territoire des Emirats Arabes Unis<sup>19</sup>. En avril 2023, un échange de près de 900 prisonniers entre les houthis et le gouvernement central yéménite avait été conclu grâce aux efforts omanais<sup>20</sup>. Des différends persistent toutefois sur plusieurs points, notamment au sujet de l'ouverture des axes routiers entre le Yémen, Oman et les EAU, ou bien encore le partage des ressources énergétiques et l'accès à la mer Rouge.<sup>21</sup> Mohamed al-Naamani, chef du renseignement omanais, travaillerait à l'instauration d'une zone tampon à la

<sup>16</sup> <https://www.timesofisrael.com/iran-confirms-indirect-nuclear-talks-with-us-in-oman-but-rules-out-interim-deal/>

<sup>17</sup> La région, frontalière d'Oman et de l'Arabie Saoudite est stratégique à maints égards. Fin 2017, Riyad s'est emparé du port de Nishtun, des postes frontaliers de Shahin et Sarfait et de l'aéroport d'Al-Ghaydah, et aurait depuis construit 5 bases militaires. Elle est au cœur des rivalités entre les voisins du Yémen. Depuis la guerre du Dhofar (1964-1976), Oman a fait de Mahra un espace essentiel à la sécurité de son territoire et entretient d'excellentes relations avec les tribus, voyant d'un mauvais œil le déploiement saoudien à ses frontières. Pour Riyad, la situation géographique de la ville lui permettrait, via un oléoduc, d'exporter directement sa production par le port de Nishtun dans l'Océan Indien contournant ainsi le détroit de Bab el-Manded. <https://orientxxi.info/magazine/yemen-mahra-theatre-d-ombre-des-puissances-du-golfe,4997> et <https://carnegie-mec.org/2020/02/20/mahra-yemen-shadow-conflict-worth-watching-pub-80986>

<sup>18</sup> [https://sanaacenter.org/publications/analysis/14390?fbclid=IwAR1ob61rDVXRAALooQL-JcEVQQe2V6BCWREFxArR5Ps4ZWzr26L6tD\\_aJGk](https://sanaacenter.org/publications/analysis/14390?fbclid=IwAR1ob61rDVXRAALooQL-JcEVQQe2V6BCWREFxArR5Ps4ZWzr26L6tD_aJGk)

<sup>19</sup> <https://orientxxi.info/magazine/pourquoi-les-drones-houthistes-ont-frappe-abou-dhabi,5372>

La période était alors marquée par des affrontements entre Mohamed Ben Adyo (affilié au parti des Frères musulmans Al-Islah), soutenu par l'Arabie Saoudite, et les forces obéissant au CTS (Conseil de transition du Sud), financées par les Emirats.

<sup>20</sup> <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-65273289>

<sup>21</sup> <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2022/07/01/l-inamovible-al-naamani-tente-de-sauver-la-treve-yemenite,109796056-art>

frontière saudo-yéménite, puisque la zone démilitarisée de 20 km de chaque côté prévue par le traité de Djedda de 2000 n'est pas respectée par les Saoudiens.

Le retour de la Syrie dans la Ligue arabe doit également beaucoup aux contacts maintenus par les canaux diplomatiques omanais<sup>22</sup>. Malgré la reconnaissance par Oman de la Coalition nationale syrienne en 2011 comme représentant légitime des Syriens, Mascate est progressivement revenue à sa politique traditionnelle de non-ingérence en maintenant une approche humanitaire et diplomatique et en ne finançant pas les factions d'opposition. La Russie a d'ailleurs sollicité la médiation omanaise pour permettre le retour de la Syrie dans la Ligue arabe, lors de la visite du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Mascate en mai 2022. Sur le plan économique, Oman mise évidemment sur la reconstruction de la Syrie et les hommes d'affaires omanais participent régulièrement depuis 2017 aux foires organisées à Damas, notamment dans le secteur du tourisme<sup>23</sup>. En août 2022, le gouvernement syrien a décidé de former un conseil d'affaires syro-omanais dirigé par Wassim Qattan<sup>24</sup>, avec Dima Akkad comme vice-présidente. Cette dernière est une figure clé du secteur du tourisme en Syrie, proche du directeur des services de renseignements, signe de la place importante accordée à Oman par le régime. Dernièrement, c'est par Washington que Mascate aurait été sollicité pour des négociations indirectes avec la Syrie<sup>25</sup>.

### *Une politique étrangère régionale d'équilibre*

Sur le plan régional, l'un des défis pour Oman consiste à tenir à distance ses puissants voisins saoudien et émirati, tout en étant structurellement dépendant de ces derniers. Les autorités omanaises s'inquiètent en effet de l'influence exercée sur leur territoire par les EAU. Cette dépendance est d'abord économique, les Omanais étant nombreux à travailler ou étudier aux Emirats. En mai 2017, le ministère du Logement a ainsi interdit aux entreprises non détenues par des Omanais d'être propriétaire de terres dans les zones frontalières, de même que de terrains « d'importance stratégique » à proximité d'institutions militaire. Cette décision avait été étendue à tous les propriétaires individuels ayant la citoyenneté d'un pays du CCG<sup>26</sup>. La proximité entre Muḥammad bin Zāyid Al Nahyān et Haytham pourrait toutefois atténuer ce jeu d'équilibriste, d'autant que le sultanat compte sur le soutien économique des Emirats pour nombre de ses projets.

Par ailleurs, Oman mène une véritable « diplomatie gazière » avec l'Iran et le Qatar : Oman importe chaque année deux milliards de mètres cubes de gaz naturel du Qatar (soit 8 % de sa consommation totale en 2019) via les EAU, principalement pour alimenter les installations industrielles du pays.<sup>27</sup> Sa

<sup>22</sup> <https://thearabweekly.com/syria-pins-hopes-rejoining-arab-league-oman>

<sup>23</sup> <https://syrianobserver.com/features/79524/omani-investor-rare-opportunities-in-syria-first-come-first-served.html>

<sup>24</sup> Ce dernier est responsable de la Chambre de Commerce de Damas-campagne (Rif dimashq) largement détruite pendant la guerre, mais aussi propriétaire et gérant de centres commerciaux et d'importants hôtels dans Damas, il est par ailleurs sous sanctions de l'UE et des Etats-Unis. <https://sana.sy/fr/?p=273169>

<sup>25</sup> <https://www.almodon.com/politics/2023/5/26/%D9%85%D9%81%D8%A7%D9%88%D8%B6%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%85%D9%8A%D8%B1%D9%83%D9%8A%D9%8A%D9%86-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B3%D8%AF-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B1%D8%AF%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%B1%D9%87%D8%A7%D8%A6%D9%86-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%82%D9%88%D8%A8%D8%A7%D8%AA-%D9%88-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%81%D8%A7%D9%87%D9%85-%D9%85%D8%B9-%D8%A5%D8%B3%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D9%8A%D9%84>

<https://today.lorientlejour.com/article/1336586/washington-and-assad-regime-hold-secret-negotiations-in-oman.html>

<sup>26</sup> Marc Valeri (2020) Economic Diversification and Energy Security in Oman: Natural Gas, the X Factor?, Journal of Arabian Studies, 10:1, 159-174, DOI: [10.1080/21534764.2020.1794284](https://doi.org/10.1080/21534764.2020.1794284)

<sup>27</sup> Idem.

stratégie de transformation économique est donc particulièrement dépendante de ses bonnes relations avec les EAU, et repose plus largement sur la stabilité régionale. En 2014, l'Iran et Oman avaient signé un accord selon lequel l'Iran fournirait à Oman 10 milliards de mètres cubes de gaz par an sur une période de 25 ans (soit environ 30 % de la production d'Oman et 40 % de sa consommation intérieure), pour une valeur d'environ 60 milliards de dollars, par le biais d'un gazoduc reliant le sud de l'Iran au sultanat. Si les sanctions américaines sur l'Iran ont ralenti le projet, celui demeure à l'ordre du jour. L'Iran devrait également contribuer à la transformation du modèle économique omanais, en participant au projet Oman Nanocity<sup>28</sup>, premier projet de collaboration d'envergure entre secteur privé des deux pays.

La position omanaise sur le dossier syrien et la convergence de vues entre Mascate et Moscou a permis aux deux pays de se rapprocher depuis 2019. Cette dynamique économique s'est accélérée avec la guerre en Ukraine : en 2022, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a augmenté de 46% selon Alexei Sazanov, vice-ministre russe des Finances. En mars derniers, le groupe d'amitié russo-omanais du parlement russe s'est rendu en Oman, où il fut reçu par le président de la *chourah* afin d'échanger sur les perspectives en matière d'éducation, d'investissement et d'innovations<sup>29</sup>. Début juin, un accord bilatéral a été signé pour mettre fin à la double taxation des échanges bilatéraux<sup>30</sup>. Des exportations d'hydrocarbures russes transitent désormais par les ports omanais, notamment à destination du Pakistan.

### *Gérer la rivalité sino-américaine*

Oman cherche à mieux tirer parti de sa position stratégique pour assurer son indépendance économique, tout en ménageant ses plus proches alliés occidentaux, inquiets de la place grandissante de la Chine. Tout l'enjeu pour le sultan est donc de préserver l'équilibre entre les États-Unis et la Chine, tout en profitant au maximum de leurs capacités d'investissements. C'est notamment la zone stratégique de Duqum qui cristallise les tensions, concentrant zones industrielles, hub aéromaritime et port militaire. Débuté dans une grande discrétion en 2008<sup>31</sup> en s'appuyant sur un consortium international européen et américain (dont avaient été volontairement écartées les entreprises chinoises), le sultan Qaboos avait lancé les travaux de construction de cet immense hub sur financement intégralement omanais (60 milliards d'euros sur 10 ans). Si ce hub est aujourd'hui opérationnel, les infrastructures prévues n'ont pas toutes encore vu le jour, en particulier la liaison ferroviaire avec l'Arabie Saoudite (toujours à l'étude), tandis que la raffinerie ne devrait fonctionner qu'à la fin de l'année 2023. Désormais, au moins 30% du Oman Industrial Park sera développé par des entreprises chinoises. Or, sur le plan militaire, la Grande-Bretagne, partenaire historique du Sultanat, a signé en février 2019 un accord de défense avec Oman incluant l'établissement d'une base navale permanente à Duqum. L'Inde a aussi obtenu le droit d'utiliser les infrastructures du port, tandis que l'US Navy y fait escale, notamment pour ses porte-avions et sous-marins nucléaires<sup>32</sup>. Les enjeux de ce futur point stratégique du Golfe apparaissent clairement, et ce d'autant plus que la Chine conforte sa présence dans le reste du pays (les ports de Sohar et Sur notamment). Mascate et Pékin ont signé en février 2023 un accord pour l'exportation (à compter de 2025) d'un million de tonnes de GNL par an (*Oman LNG* et UNIPEC)<sup>33</sup>. Le volume est certes moindre

<sup>28</sup> <https://nanocityoman.com/available-plots/>

<https://www.zawya.com/en/projects/omans-nano-city-project-makes-headway-in-sur-y7pbpy4s>

<sup>29</sup> <https://www.omanobserver.om/article/1133843/oman/oman-russia-review-joint-cooperation>

<sup>30</sup> <https://www.reuters.com/world/russia-oman-sign-agreement-avoid-double-taxation-2023-06-08/>

<sup>31</sup> [https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1174/NRS\\_numero\\_15.pdf](https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1174/NRS_numero_15.pdf)

<sup>32</sup> [https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1174/NRS\\_numero\\_15.pdf](https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1174/NRS_numero_15.pdf)

<sup>33</sup> <https://www.saudi-gulf-projects.com/2023/02/oman-lng-signs-agreement-with-chinas-unipec/>

si on le compare au 4 millions de tonnes de l'accord sino-qatari<sup>34</sup>, mais la coopération entre les deux pays en matière gazière est amenée à s'accroître, une délégation omanaise de haut niveau s'étant rendu en Chine début juin 2023 pour discuter avec les géants chinois CNPC and CNOOC.

Toutefois, à l'opposé de ses voisins, le sultanat n'avait jusqu'à récemment pas fait le choix de la Chine dans les domaines sécuritaire et de la défense. Les différentes annonces, parfois contradictoires, d'une coalition navale entre pays du Golfe, incluant l'Iran, si elles se concrétisent, pourraient donc marquer une nouvelle étape. Le journal *Al-Jadid* affirme en effet que la Chine a entamé des négociations entre Téhéran, Riyad et Abou Dhabi pour renforcer la sécurité de la navigation dans le golfe Persique. Le 6 juin 2023, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a annoncé que Pékin était favorable au concept d'une force navale commune composée de l'Iran, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et d'autres pays de la région<sup>35</sup>. La presse iranienne mentionne pour sa part la participation d'Oman à une telle initiative.

Dans le même temps, la dépendance stratégique et militaire d'Oman envers le Royaume Uni et les Etats-Unis ne semble pas devoir être remise en cause. Le sultan Haytham était d'ailleurs le prétendant au trône favori des Britanniques<sup>36</sup>. De même, le Sultanat continue de participer à nombre d'exercices militaires américains dans le Golfe, et de se fournir en armement occidentaux – comme les 48 AGM-154 Joint Standoff Weapon dont la vente a été autorisée par le Département d'Etat américain en novembre 2022, pour 385 millions de dollars<sup>37</sup>.

## Une opportunité pour la France ?

La coopération navale militaire entre la France (basée à Djibouti et aux Emirats Arabes Unis) et Oman ne cesse de se renforcer sur les eaux du Golfe d'Oman et de l'Océan Indien : si des bâtiments français de la Marine font régulièrement escale à Mascate, après avoir fait escale aux EAU, les sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) français vont désormais pouvoir également mouiller dans les ports omanais<sup>38</sup>, à la suite de la rencontre entre le contre-amiral Emmanuel Slaars, commandant des forces françaises stationnées aux Emirats arabes unis (FFEAU), début mai à Mascate, avec le vice-amiral Abdullah Khamis al-Raisi, le chef d'état-major des Forces armées omanaises (Sultan's Armed Forces - SAF). Ces développements sont révélateurs de l'attention croissante portée par le ministère des Armées<sup>39</sup>, mais aussi le Quai d'Orsay, au Sultanat. Le 25 mai 2023, le sous-secrétaire d'Etat omanais aux affaires diplomatiques, Khalifa al-Harty, s'était rendu à Paris en vue de poser les jalons d'une stratégie commune entre les deux pays. En dehors du volet militaro-sécuritaire, les liens commerciaux se cantonnent pour l'instant principalement au secteur de l'énergie (Total, Engie, Veolia, Suez) et demeurent modestes (environ 450 millions d'euros par an)<sup>40</sup>, tandis que la part de marché français a significativement reculée en 20 ans, passant de 2,4% en 2002 à 0,4% en 2022. Quant aux investissements omanais en France, ils

---

<sup>34</sup><https://www.latribune.fr/economie/international/gnl-le-qatar-signe-un-nouveau-contrat-d-approvisionnement-avec-la-chine-966766.html>

<sup>35</sup> <https://www.tehrantimes.com/news/485464/China-backs-plans-for-regional-naval-alliance-to-preserve-peace>

<sup>36</sup> Marc Valeri, Ifri

<sup>37</sup><https://militaryleak.com/2022/11/11/us-state-department-approves-385-million-joint-standoff-weapons-sale-jsow-to-royal-air-force-of-oman/>

<sup>38</sup><https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2023/06/12/mascate-ouvre-ses-ports-aux-sous-marins-francais,109991970-art>

<sup>39</sup> <https://www.defense.gouv.fr/marine/actualites/ffeau-exercice-khundjar-hadd-entre-fregate-courbet-marine-omanaise>

<sup>40</sup> « Oman : Défis intérieurs et enjeux régionaux dans la perspective de l'après-Sultan », [www.defense.irsem.fr](http://www.defense.irsem.fr), IRSEM, Note de recherche n°41, 20 juin 2017.

demeurent en nombre limité et principalement concentrés dans le secteur hôtelier. Le fonds souverain Oman Investment Authority (OIA) détient ainsi trois hôtels à Paris – le Méridien Etoile, le Marriott Opéra Ambassador et le Hilton de l'aéroport Charles-de-Gaulle – et le groupe Yahya contrôle le Novotel Les Halles à Paris. Le marché de la décarbonation des transports, le projet de métro à Mascate<sup>41</sup>, tout comme la production d'hydrogène vert devraient toutefois offrir de nouvelles opportunités aux entreprises françaises. L'hydrogène vert omanais bénéficierait de fait d'un coût de production parmi les plus faibles du monde selon un récent rapport de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). La troisième édition du Green Hydrogen Summit Oman, prévue à Mascate du 12 au 15 décembre 2023, devrait donner lieu à un nouvel exercice de communication offensive des autorités omanaises à l'adresse des observateurs et des investisseurs étrangers.

---

<sup>41</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/603708c5-ecb9-4f2d-8210-61d5024e83fb/files/a0cb32a0-5cd9-4fd4-9209-81532cd3dfa6>